

Décision DAJ2023-78

**LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret du 01 février 2023 portant nomination du président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret n° 64-420 du 12 mai 1964 modifié fixant les dispositions applicables aux personnels contractuels techniques et administratifs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la décision n° 2018-112 du 1^{er} janvier 2018 accordant délégation de pouvoirs aux délégués régionaux ;

Vu la décision n° 2021-166 relative aux nouvelles appellations des délégations régionales de l'Inserm ;

Vu la décision n° 2017-177 nommant Madame Camille CHAUDONNERET, déléguée régionale et ordonnatrice secondaire de la délégation régionale de Paris 6 de l'Inserm, et lui accordant délégation de signature ;

DECIDE :

Article 1 : L'article 2 de la décision n° 2017-177 est ainsi rédigé :

Délégation permanente de signature est accordée par Monsieur Didier SAMUEL, Président-directeur général de l'Inserm à Madame Camille CHAUDONNERET, déléguée régionale et ordonnatrice secondaire de la délégation régionale Paris Ile-de-France Centre-Est de l'Inserm, afin de lui permettre de signer, dans la limite de ses attributions tous actes, décisions et documents relevant des domaines suivants :

- ✓ la gestion des personnels fonctionnaires régis par le décret du 30 décembre 1983 susvisé, à l'exception des sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
- ✓ la gestion des personnels contractuels régis par le décret du 12 mai 1964 susvisé, à l'exception des sanctions disciplinaires, de la suspension de

fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;

- ✓ la gestion des personnels contractuels régis par le décret du 17 janvier 1986 susvisé ou recrutés au titre du Parcours d'Accès aux Carrières Territoriales, hospitalières et de l'Etat (PACTE), à l'exception des sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pendant la période d'essai ou pour abandon de poste ;
- ✓ la gestion des personnels contractuels handicapés recrutés en application de l'article 27-II de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, à l'exception des sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
- ✓ la gestion des personnels contractuels recrutés au titre d'un contrat aidé : contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat d'apprentissage ;
- ✓ les mesures d'application à l'Inserm des dispositions légales et réglementaires relatives aux OGM et aux installations classées ;
- ✓ les accords de consortium conclus dans le cadre d'appels d'offres européens, pôles de compétitivité et ANR, ou autres, dans lesquels l'Inserm est impliqué.

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1 février 2023.

Didier SAMUEL



Président-directeur général de l'Inserm